Contribution de la diaspora haïtienne au développement durable d'Haïti

Marc-Donald VINCENT

Discipline de recherche : « Développement »

Auteur correspondant : Marc-Donald Vincent

Courriel : vmarcdonald@gmail.com

2024 | Volume : 1 (numéro : 1) | pages 1 à 11

Article disponible en ligne à l'adresse :

Lien de l'article : https://lescientifique.org/ricvolume1numero1

© ***Revue Internationale du Combitisme (RIC)***, 2024

La *Revue Internationale du Combitisme (RIC)* est une revue scientifique du *Centre de Recherche Intégrée et Scientifique d'Haïti (CRISH)* créé le 10 novembre 2017. S'ajoutant à la RIC, le CRISH héberge plusieurs autres revues scientifiques qui publient des articles scientifiques originaux prenant les formes d'articles théoriques, d'articles empiriques et d'articles de synthèse. Les articles publiés couvrent notamment les disciplines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et de la vie et le domaine du combitisme. Entre autres, le *Centre de Recherche Intégrée et Scientifique d'Haïti* héberge un journal socioprofessionnel, *Le Scientifique*, publiant des actualités sociales et professionnelles.

Citation APA :

Vincent, M. D. (2024). Contribution de la diaspora haïtienne au développement durable d'Haïti. *Revue Internationale du Combitisme*, 1(1), 1-11. Consulté sur https://lescientifique.org/ricvolume1numero1

Résumé

Depuis plusieurs décennies, des chercheurs se sont intéressés pour explorer les impacts des réalisations gouvernementales et de la contribution de la diaspora. En Haïti, les questionnements se sont beaucoup plus soulevés sur l'importance de la contribution de la diaspora par rapport aux actions gouvernementales. Car, vivant sous le seuil de la pauvreté, une bonne partie de la population haïtienne est tributaire de l'entraide de la diaspora haïtienne. Cette entraide, beaucoup plus familiale et communautaire, se manifeste dans plusieurs secteurs, notamment dans la survie socioéconomique des membres de ménages haïtiens et dans la mise en œuvre de divers projets communautaires, sociaux, individuels, familiaux, etc. Parallèlement, l'État haïtien fait de la diaspora haïtienne une ressource financière avec l'imposition d'une taxe à la source pour tout transfert international effectué à destination d'Haïti. Néanmoins, la diaspora haïtienne intervient dans plusieurs champs d'activité pouvant aider au développement. À cet effet, cet article essaie d'appréhender la contribution de la diaspora haïtienne au développement durable d'Haïti.

Mots-clés : Développement durable, Diaspora haïtienne, État haïtien, Investissement.

Abstract

For several decades, researchers have been interested in exploring the impacts of government achievements and the contribution of the diaspora. In Haiti, questions have been raised much more about the importance of the contribution of the diaspora in relation to government actions. Because, living below the poverty line, a good part of the Haitian population is dependent on the mutual aid of the Haitian diaspora. This mutual aid, much more familial and community-based, is manifested in several sectors, notably in the socio-economic survival of members of Haitian households and in the implementation of various community, social, individual, family projects, etc. At the same time, the Haitian state makes the Haitian diaspora a financial resource with the imposition of a tax at source for any international transfer made to Haiti. Nevertheless, the Haitian diaspora is involved in several fields of activity that can help development. To this end, this article attempts to understand the contribution of the Haitian diaspora to the sustainable development of Haiti.

Keywords: Haitian diaspora, Haitian state, Investment, Sustainable development.

Rezime

Pandan plizyè deseni, chèchè yo te enterese nan chèche enpak reyalizasyon gouvènman yo ak kontribisyon dyaspora yo. Ann Ayti, kesyon yo te poze pi plis sou enpòtans kontribisyon dyaspora yo pa rapò reyalizasyon gouvènman yo. Paske yon bon pati nan popilasyon aysyen k ap viv nan povrete feròs nan peyi a depann de solidarite dyaspora aysyen an. Solidarite sa a ki pi plis sanble ak yon solidarite familyal ak kominotè manifeste nan plizyè sektè, sitou pou pèmèt manm fanmi ayisyen yo bat dlo pou yo fè bè. Epi li ede nan egzekisyon divès pwojè kominotè, sosyal, endividyèl, nan fanmi, elatriye. An menm tan, Leta ayisyen fè dyaspora ayisyen an devni yon resous finansye ak enpozisyon yon taks sou nenpòt transfè entènasyonal ki fèt pou yon moun oubyen yon patikilye ki ann Ayti. Men, dyaspora aysyen an enplike yo nan plizyè domèn aktivite ki ka ede devlopman peyi a. Nan sans sa, atik sa a eseye konprann kontribisyon dyaspora ayisyen an nan devlopman dirab Ayti.

Mo kle : Devlopman dirab, Dyaspora ayisyen, Envestisman, Leta ayisyen.

Introduction

De tout temps, les êtres humains se sont déplacés en quête de meilleures conditions socioéconomiques, aux fins de regroupement familial ou pour des raisons humanitaires. Dans cette optique, la Diaspora représente un phénomène géopolitique qui se traduit par la dispersion spatiale d'une communauté (Bordes-Benayoun, 2002). Si la mondialisation et les moyens modernes de communication et de transport ont grandement facilité ces déplacements, nul ne peut ignorer les impacts socioéconomiques des diasporas sur leur pays d'origine et d'accueil (Akanle & Ola-Lawson, 2022 ; Đukić & Bodroža, 2022 ; Hollenbach, *et al*., 2021). Le Département des Affaires Économiques et Sociales (DAES) de l'Organisation des Nations Unies estime que le nombre total de migrants a augmenté de 195 millions en 2005 à 215 millions en 2010 à un taux annuel moyen de 1,8 %. L'accroissement du nombre de migrants dans les pays développés entre 2005 et 2010 a marqué le pas par rapport à la période 2000-2005. Les travailleurs migrants, qui sont la principale source d'envois de fonds vers les pays d'origine, étaient quelque 86 millions en 2009. D'après les dernières estimations, le nombre de migrants internationaux devrait atteindre 405 millions en 2050.

Dans un contexte mondial, Saidane (2021), Donna & Florina (2019) et Rocher & Pelletier (2008) estiment les fonds que les travailleurs envoient à leur famille depuis l'étranger sont devenus une pierre angulaire de nombreuses économies dans le monde. Ces transferts sont, selon eux, voués à augmenter. Selon les données, les fonds que les travailleurs envoient à leur famille ont atteint le chiffre record de 529 milliards de dollars (ce qui correspond aux montants déclarés uniquement) en 2018, et devraient encore progresser jusqu'à 550 milliards de dollars en 2019. Comparativement à l'aide publique au développement (APD), ces flux sont aujourd'hui au moins trois fois plus importants. Dans un contexte national, Haïti se situe dans le même rang que le Tonga, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Népal. Car, ces transferts d'argent représentent, voire dépassent actuellement 25 % de leur Produit Intérieur Brut (PIB) (Banque mondiale, 2019).

Pour mieux comprendre l'importance de l'apport économique de la diaspora haïtienne, il faut d'abord diagnostiquer la situation démographique et migratoire du pays. Car, selon Nancy et Marisa (2017), plus de la moitié de la population haïtienne est installée dans les villes et les bourgs, ce qui représente un changement majeur par rapport aux années cinquante où environ 90 % des Haïtiens vivaient à la campagne. Généralement, on sait que l'urbanisation va de pair avec la croissance économique, une plus grande productivité et des niveaux de vie plus élevés,

cependant en Haïti elle a suivi un parcours différent. Et ce parcours n'est pas sans impact sur aucune frange de la population locale voire la diaspora haïtienne. Selon Pierre (2014) qui cite la Banque Mondiale, les migrations, incluant la fuite des cerveaux, sont bénéfiques pour les pays d'origine. Plus loin, il cite Ricardo Faini (2007) résumant en ces termes :

1. une émigration positive augmente les rendements de l'éducation et le nombre de travailleurs qualifiés restant sur place ;
2. mieux sont qualifiés les migrants, mieux ils gagnent un bon revenu et envoient de l'argent en favorisant la croissance du pays d'origine ;
3. la migration de retour apporte un transfert de compétences au pays d'origine ;
4. les migrants et surtout les plus qualifiés établissent des liens commerciaux avec leur pays d'origine et y favorisent l'investissement.

Malgré que les tarifs de transfert de fonds soient très chers, ils représentent une planche de salut pour les pays en voie de développement. Selon Dilip Ratha, il existe quatre facteurs qui favorisent les transferts de fonds de l'étranger vers les pays d'origine des migrants. Et ces 4 facteurs sont tous à l'origine des transferts de fonds vers Haïti. Ces quatre (4) facteurs sont :

1. *les écarts de revenu* : le revenu moyen par habitant dans un pays à revenu élevé est de 43 000 dollars, contre 795 dollars dans un pays à faible revenu ;
2. *les déséquilibres démographiques* : entre 2018 et 2030, 552 millions de personnes seront en âge travailler dans les pays à revenu faible et intermédiaire ; dans les pays à revenu élevé, cette catégorie diminuera de 40 millions de personnes ;
3. *le changement climatique* : on estime que 143 millions d'habitants ont déjà été déplacés dans leur propre pays en raison des dérèglements du climat ;
4. *la fragilité, les conflits et les violences* : un nombre record de 70,8 millions d'habitants ont été contraints de fuir leur foyer en 2018 (dont 25,9 millions de personnes réfugiées dans d'autres pays).

Haïti a une population de 11 584 996 habitants d'après les dernières statistiques et il est le pays le plus pauvre des Amériques (Banque Mondiale, 2022). Haïti est plongée dans le chaos depuis de nombreuses années. Les populations souffrent de pénurie alimentaire, 70 à 80 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté et ne sont pas ou peu scolarisés, bref, la politique du Fond Monétaire International (FMI) et de la communauté internationale concernant l'aide humanitaire à Haïti est un échec cuisant (Population Data, 2019). Selon les données de Pew

Research Center (2019), en 1990, Haïti avait une population de 20.000 immigrants contre 530.000 émigrants. En 2000, Haïti avait une population de 30.000 immigrants contre 800.000 émigrants. En 2010, Haïti avait une population de 40.000 immigrants contre 1.120.000 émigrants. En 2020, Haïti a une population de 40.000 immigrants contre 1.280.000 émigrants. Donc, de ces 1.280.000 migrants haïtiens (membres de la diaspora haïtienne) éparpillés dans le monde, rares sont les migrants d'origine haïtienne qui ne contribuent pas d'une façon ou d'une autre dans le développement du pays ou mieux encore dans l'amélioration des conditions de vie de nombreuses familles en Haïti. Le nombre de migrants étrangers qui vivent en Haïti est estimé à 20000 en 1990, 30000 en 2000, 40000 en 2010 et 40000 en 2020 respectivement (Pew Research Center, 2019). Tandis que le nombre de migrants haïtiens qui vivent à l'étranger est estimé à 530000 en 1990, 800000 en 2000, 1120000 en 2010 et 1280000 en 2020 respectivement (Pew Research Center, 2019). Suivant les données de Anderson (2015), Haïti qui se trouve dans le sous-continent des Caraïbes de l'Amérique est le deuxième pays au monde qui possède plus de migrants noirs aux États-Unis d'Amérique avec un nombre de 586.000 haïtiens. Le pourcentage de migrants noirs haïtiens se trouvant aux États-Unis d'Amérique représente 15 %, soit deuxième pays noir ayant plus de migrants aux Etats-Unis en 2013 (Anderson, 2015). Selon Dugger (2005) cité par Pierre, *et al.* (2023), Haïti est plus grand exportateur de talents au monde avec un taux représentatif de la fuite de cerveaux de 84 %.

Toutefois, sur la base théorique de Dilip Ratha, on peut en déduire que les transferts d'argent des migrants haïtiens contribuent efficacement à réduire la pauvreté en Haïti du fait qu'ils vont directement aux familles en nécessité. Ce qui réduit le gaspillage et donne accès à certains receveurs de ces fonds de les utiliser à bon escient et dans des activités rémunératrices de revenus en vue de déboucher sur une autonomie en cas d'arrêts de transfert de ces fonds. De cela, à quoi sont utiles réellement les transferts (envois) de fonds de l'étranger vers Haïti ? Avant de répondre cette question, il faudrait préalablement savoir plus de 70% de la population haïtienne vit en dessous du seuil de la pauvreté. Ceci dit que des gens qui vivent avec moins de 1.98 dollars américains par jour sont quotidiennement toujours dans le besoin. Dans le cas d'Haïti – un pays dont sa balance commerciale est de nos jours toujours négative, c'est encore pis puisque l'inflation atteint les chiffres de 19 % au cours de cette année alors que le dollar américain s'achète à 93 gourdes en moyenne. Donc, on peut en conclure que les fonds envoyés par la diaspora haïtienne en Haïti constituent une pierre angulaire pour des milliers de familles haïtiennes y compris des amis également. Suivant nos observations en Haïti, les transferts (envois) de fonds de l'étranger vers Haïti sont utiles dans divers domaines ou activités, dont :

- ✓ la scolarisation des enfants et des jeunes de la fondamentale à l'université ;
- ✓ la création de petites et moyennes entreprises ;
- ✓ le développement de l'agriculture et de l'élevage ;
- ✓ l'acquisition des biens de consommation des ménages ;
- ✓ l'acquisition de biens immobiliers, terrains et maisons ;
- ✓ le financement des activités communautaires, sociales et politiques ;
- ✓ etc.

En ce qui concerne le cadre méthodologique, la réalisation de ce travail implique une démarche scientifique. Pour ce faire, il s'inscrit dans un paradigme explicatif et des méthodes rétrospective (étude de cas) et d'observation systématique. La collecte des données tenait compte de l'analyse documentaire pour mieux compléter les informations manquantes.

Contribution de la diaspora dans le développement d'Haïti

Si l'on se réfère à la note de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED, 2011), les migrants apportent une contribution importante à l'économie, au développement et à la culture du pays de destination, mais aussi du pays de départ. Les fonds qu'ils envoient favorisent en effet la réduction de la pauvreté et le développement dans leur pays d'origine, surtout lorsqu'il s'agit de pays en développement, et contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Ces effets positifs seront d'autant plus importants que ces fonds seront épargnés et investis dans les infrastructures et les capacités productives. En somme, le rôle potentiel des communautés de migrants haïtiens dans le développement d'Haïti est souvent calculé en fonction des transferts reçus. En 2010, cela représentait 1 499 milliards de dollars américains (11,7 % du PIB). En 2012, Haïti était classé huitième au monde dans la liste des pays récepteurs du plus grand montant de transferts de fonds par habitant (ACP, 2013). Toutefois, il est à relater que l'économie d'Haïti se trouve déjà parmi les plus dépendantes de ces flux, particulièrement face à la pauvreté et le manque de formes locales de production de richesse en quantités suffisantes pour diluer leur impact dans la société. Les Haïtiens ont reçu de leur diaspora, en 2012, quelque 1,988 milliard de dollars américains contre 2,057 milliards en 2011. En 2014, selon les données officielles de la Banque mondiale, le montant de ces transferts est aussi élevé (Hugues & Bénédique, 2015).

Si l'on se base sur le rapport mensuel de la Banque de la République d'Haïti (BRH, 2020) à propos des frais perçus par l'Etat haïtien sur les transferts privés internationaux versés au

compte du trésor public établi du 28 juillet 2011 au 19 décembre 2019, le total des frais sur les transferts collectés via les agences de transfert s'estime 153.989.861.50 (154 millions environ). Ensuite, il faut mentionner que les migrants haïtiens constituent des contribuables pour l'État haïtien vu que des taxes (FNE) sont prélevées sur les appels internationaux.

Sur le plan académique, on ne peut pas ignorer les efforts de certains membres de la diaspora haïtienne dans leur stratégie de transformer le « brain drain (fuite des cerveaux) » en « brain gain (récupération des cerveaux) » dans l'enseignement supérieur en Haïti. Car, depuis 2013, le Groupe de Réflexion et d'Action pour une Haïti Nouvelle (GRAHN) a fondé *l'Institut des Sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti* (ISTEAH) offrant différents programmes de DESS, de Maitrise et de Doctorat en présentiel et en vidéoconférence. Cette université, dont son siège social est à Milot dans le Nord, qui vient dans un contexte où beaucoup de jeunes haïtiens étaient obligés de se déplacer vers d'autres pays pour leurs études supérieures et avancées, constitue non seulement un investissement durable mais aussi une contribution de la diaspora haïtienne dans le développement du pays.

Sur le plan touristique, la diaspora haïtienne a beaucoup contribué dans la dotation du pays d'infrastructures touristiques (hôtellerie et restauration). Selon Hugues & Bénédique (2015) qui cite Hugues (2014) et nos enquêtes, la diaspora haïtienne est partie prenante ou actionnaires dans de nombreuses infrastructures touristiques et de services, dont :

- ✓ Hôtel Oasis : 2012
- ✓ La Lorraine : 2012
- ✓ Hôtel Best Western : 2013
- ✓ Villa Nicole : 2013
- ✓ Hôtel La Source : 2013
- ✓ Monte Cristo : 2013
- ✓ Colin Hôtel : 2014
- ✓ Belle Maison de Milot
- ✓ Etc.

Entre autres, dans les autres villes provinciales d'Haïti, on estime à une centaine les hôtels, bars et restaurants dont des membres de la diaspora haïtienne en sont propriétaires ou actionnaires. Ces investissements débouchent sur la création d'une multitude d'emplois directs et indirects en Haïti. L'implantation de ces hôtels dans certaines régions du pays permet aux touristes de

séjourner au pays pendant plusieurs jours ou semaines et permettent d'offrir d'autres services de divertissement aux communautés haïtiennes.

Sur le plan organisationnel, des professionnels migrants haïtiens créent des organisations non gouvernementales, des groupes de recherche et des fondations dans le but de venir en aide à certaines communautés locales. Ces organisations, groupes et fondations fondés par des membres de la diaspora haïtienne travaillent en majeure partie dans les secteurs du développement de l'agriculture et de l'élevage, du parrainage des enfants dont leurs droits sont violés ou ignorés par l'Etat, de la santé, dans la formation et l'enseignement des cadres ou des professionnels, de la recherche, etc.

Conclusion

S'il est incontestablement prouvé qu'Haïti ne peut pas survivre durablement seulement sur la base des transferts de sa diaspora considérant les risques que peut engendrer l'arrêt provisoire de ces transferts sur les receveurs locaux, il est non seulement à relater que les aides de la diaspora haïtienne ne se limitent pas uniquement aux transferts de fonds en Haïti, mais aussi l'Organisation des Nations Unies a reconnu l'importance des envois de fonds pour le développement et la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Car, comme susmentionné, les migrants haïtiens investissent dans d'autres activités durables que beaucoup de gens ignorent. Sans vouloir citer ces activités, on ne peut pas passer sous silence d'un ensemble d'hôtels, de restaurants, de fermes agricoles et d'autres entreprises que des expatriés haïtiens ont implantés dans le pays. La seule université d'Haïti qui offre plus d'une centaine de spécialités dans trois programmes d'études supérieures (DESS, Maitrise et Doctorat) et l'existence des hôtels de meilleure qualité dans quelques recoins du pays et la zone métropolitaine de Port-au-Prince sont le produit de la diaspora haïtienne. Donc, les nouveaux faits montrent qu'il y a beaucoup de migrants haïtiens qui sont des professionnels ou des chercheurs scientifiques qui transforment cette politique de transferts de fonds aux haïtiens vers une politique d'investissement dans des activités durables liées à l'enseignement supérieur, à l'hôtellerie, au commerce, à la création de richesse, etc. De ce fait, les gouvernements haïtiens devraient explorer les capacités critiques qui peuvent faire la différence en cherchant des alternatives qui peuvent faciliter non seulement l'investissement des fonds des expatriés haïtiens dans des activités beaucoup plus durables, c'est-à-dire qui va au-delà des envois de fonds, mais aussi l'État haïtien doit nécessairement travailler pour favoriser une meilleure intégration des expatriés haïtiens dans le développement endogène du pays. S'il est démontré

que la fuite des cerveaux haïtiens (haitian brain drain) constitue un handicap pour le développement d'Haïti, une politique d'intégration des meilleures ressources expatriées du pays devra être mise en œuvre dans le but de favoriser le développement participatif et intégré du pays.

Parallèlement à la proposition de l'ACP (2013) en ce qui concerne la participation et l'intégration des migrants, l'engagement des générations de migrants haïtiens à travers le monde (États-Unis, République Dominicaine, France, Suisse, Belgique, Brésil, Chili, Mexique, les Antilles, Canada, Martinique, Guadeloupe, Guyane Française, Mexique, etc.) et le potentiel inexploité d'Haïti devraient attirer l'investissement des entreprises les plus innovantes dans le pays. Sur ce, l''Etat haïtien devrait être en mesure de faire revenir les ressources talentueuses de ses expatriés tout en les offrant des garanties sous forme d'incitations fiscales et économiques, de reconnaissance publique de la valeur de ses expatriés, et surtout de reconnaissance de leurs droits civils et politiques fondamentaux. Car, ce dernier point est essentiel dans la relance socioéconomique et durable du pays considérant qu'Haïti souffre depuis plusieurs décennies d'une faiblesse de femmes et d'hommes compétents et éthiques au timon des affaires étatiques. Pour ce faire, il est fondamental que le pays poursuive cette volonté d'engagement de façon proactive, assurant des synergies équitables entre Haïti et les migrants haïtiens, et avec des politiques d'attraction bénéfiques aux deux parties. Il serait absurde de demander aux migrants haïtiens de revenir au pays juste par sentiment d'appartenance ou d'identité sans un plan qui stipule clairement les objectifs réels de l'Etat pour une période donnée.

D'après une étude réalisée par Hugues & Bénédique (2015), la contribution de la diaspora haïtienne représente une part importante du produit intérieur brut par rapport aux investissements directs étrangers ou de l'aide externe. Selon eux, cette contribution va au-delà du financier pour toucher le développement de nouveaux marchés, le transfert de technologie, la philanthropie, le tourisme, la politique, le savoir, les nouvelles attitudes, le changement culturel. Selon ces auteurs, les transferts provenant de la diaspora haïtienne représentent une part importante du Produit Intérieur Brut (PIB) d'Haïti et dépassent parfois les investissements directs étrangers ou l'aide externe. Ce qui en fait un potentiel considérable de développement, notamment lors des périodes de crises. De ce fait, est à reconnaitre que le développement économique d'Haïti doit passer par une mobilisation de ses ressources propres, dont les plus précieuses sont ses ressources humaines qualifiées alors que la majorité de ces ressources vivent en dehors du pays. Certes, les fonds envoyés en Haïti par la Diaspora permettent à

nombreuses familles qui vivaient sous le seuil de la pauvreté ou de l'extrême pauvreté d'avoir des activités commerciales ou socioprofessionnelles, mais si l'Etat haïtien veut tirer beaucoup plus de sa diaspora, il est une nécessité de mettre en œuvre des politiques d'incitation des membres de la diaspora haïtienne à offrir leurs services et compétences au pays. En fin, Donna & Florina (2019) citent Dilip Ratha, économiste principal au pôle Macroéconomie et gestion des finances publiques de la Banque mondiale qui souligne : « *les envois de fonds des migrants sont en passe de devenir incontournables en matière de financement du développement* ». Souvent présentée comme un déficit de ressources humaines pour les pays à revenu faible et intermédiaire, la diaspora haïtienne constitue un moyen de survie pour les communautés haïtiennes et un atout pour le retour d'expériences des meilleures ressources humaines expatriées du pays.

Références

ACP. (2013). *Si proches et si lointaines : Les diasporas haïtiennes aux Caraïbes*. OIM.

Akanle, O., & Ola-Lawson, D. O. (2022). Diaspora networks and investments in Nigeria. *Journal of Asian and African Studies*, 57(7), 1310-1324.

Anderson, M. (2015). *A rising share of the US Black population is foreign born*. Pew Research Center.

Banque de la République d'Haïti. (BRH, 2020). *Rapport mensuel des frais perçus sur les transferts privés internationaux versés au compte du trésor public*. BRH : Port-au-Prince.

Banque Mondiale. (2022). *Haïti.* Consulté sur le Portail Data Commons.

Bordes-Benayoun, C. (2002). Les diasporas, dispersion spatiale, expérience sociale. *Autrepart*, 22, 23-36. https://doi.org/10.3917/autr.022.0023

CNUCED. (2011). *Optimisation de la contribution au développement des envois de fonds*. Nations Unies : Genève.

Dilip, R. (s.d.). *Les transferts d'argent des migrants …*

Donna, B. & Florina, P. (2019). *Les envois de fonds des travailleurs migrants sont la principale source de financement extérieur des pays à revenu faible et intermédiaire (excepté en Chine)*. Banque mondiale. Tiré du https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/les-envois-de-fonds-des-travailleurs-migrants-vers-leur-pays-dorigine-sont-la-principale.

Đukić, M., & Bodroža, D. (2022). *Diaspora contribution to the economic development of the republic of Serbia: Remittances and investments*.

Hollenbach, P., Thurairajah, T., & Subramaniam, J. (2021). Gift of a temple: socio-economic and cultural changes around diasporic engagement in Jaffna Peninsula, Sri Lanka. *Contemporary South Asia*, 29(2), 123-146.

Hugues, S. & Bénédique, P. (2015). *La diaspora : un levier pour le développement du tourisme en Haïti*. Monde du tourisme. Tiré le 12 Janvier 2020 du : http://journals.openedition.org/tourisme/990.

Nancy, L-G. & Marisa, G-L. (2017). *Les villes haïtiennes : des actions pour aujourd'hui avec un regard sur demain*. Banque mondiale : Washington.

Pew Research Center. (2019). *International migrants by country. Global Attitudes & Trends*. Tiré le 14 Janvier 2020 du https://www.pewresearch.org/global/interactives/international-migrants-by-country/

Pierre, A. (2014). *Migration haïtienne : état des lieux sur une problématique*. Port-au-Prince.

Pierre, S., Dupénor, J., Kernizan, R., Vincent, M. D., Dauphin-Pierre, S., & Pierre, J. (2023). Analysis of an Entrepreneurial Ecosystem in Northern Haiti to Stimulate Innovation and Reduce Poverty. *The Journal of Entrepreneurship*, 32(2), S117-S141. https://doi.org/10.1177/09713557231201181

Population Data. (2019). Haïti. Tiré le 14 Janvier 2020 du https://www.populationdata.net/pays/haiti/

Rocher, E., & Pelletier, A. (2008). Les transferts de revenus des migrants: quel impact sur le développement économique et financier des pays d'Afrique subsaharienne. *Bulletin de la Banque de France*, 173, 27-38.

Saidane, A. (2021). *Impact des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine* (Doctoral dissertation, Université de Perpignan).